

## **ATTESTATION SUR L'HONNEUR** (Employeur)

Je soussigné(e), ☐ M. ☐ Mme (NOM, Prénom) .....,  
représentant légal de l'entreprise .....(N° TAHITI.....),

atteste :

- Qu'il n'y a eu aucun licenciement pour cause économique au cours des douze (12) mois précédant cette demande ;
- Que ☐ M. ☐ Mme .....(NOM Prénom du salarié)  
n'est pas un ancien salarié de l'entreprise ou d'une autre entreprise ayant un associé commun, qui a démissionné au cours des douze (12) derniers mois ;
- Que l'embauche de ☐ M. ☐ Mme .....(NOM Prénom du salarié) ne vise pas à procéder au remplacement d'un salarié licencié pour cause réelle et sérieuse.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse déclaration<sup>1</sup>, et que *s'il apparaît que l'embauche a eu pour conséquence le licenciement d'un autre salarié, la décision d'attribution du dispositif peut être retirée par le service en charge de l'emploi. La décision de retrait du dispositif emporte obligation pour l'employeur de rembourser l'intégralité des sommes perçues.*<sup>2</sup>

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à .....

Signature :

Le ..... / ..... / .....

---

<sup>1</sup> Art. 441-1 du code pénal : « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende »

<sup>2</sup> Art. LP. 5251-4 du code du travail de la Polynésie française